



Les opinions publiques européennes face à la crise de l'Euro

Avant même que les marchés ne soient de nouveau secoués par les répercussions de la crise de la zone euro, les opinions publiques européennes apparaissaient déjà inquiètes. Réalisée à la fin du mois de juin, une enquête de l'Ifop indiquait en effet que le niveau d'inquiétude à l'égard du déficit public et de la dette de l'Etat oscillait entre 81 % au Royaume-Uni et 90 % en Italie. Alors que les dirigeants européens avançaient avec le FMI et la BCE sur un nouveau plan d'aide à la Grèce, la crainte demeurait vive puisque l'inquiétude sur la dette domestique se maintenait au même niveau dans les cinq pays étudiés (France, Allemagne, Grande-Bretagne, Espagne et Italie) que dans un précédent sondage réalisé en mars 2010 lors du déclenchement de la crise grecque.

Si l'inquiétude concernant la dette souveraine est donc bien partagée par les principales opinions publiques européennes du fait notamment des forts déficits budgétaires, la peur d'un scénario à la « grecque » pour son propre pays n'a pas la même ampleur partout. 70 % des Espagnols, 62 % des Italiens mais aussi 61 % de nos compatriotes jugent ainsi que leur pays pourrait, certainement ou probablement, connaître dans les prochains mois ou années la même situation que la Grèce, l'Irlande ou le Portugal. L'effet domino est en revanche moins redouté dans le Nord de l'Europe : 36 % seulement en Allemagne et 47 % en Grande-Bretagne, nation n'appartenant pas à la zone euro.

Ce sentiment d'une plus ou moins forte exposition au risque de contagion influe très fortement sur l'adhésion à une aide financière à la Grèce. Tout se passe comme si les pays qui se sentent les plus fragiles sont également ceux qui sont les plus favorables à un nouveau plan d'aide à la Grèce en ayant en tête qu'ils pourraient à leur tour, prochainement, avoir potentiellement besoin de cette solidarité européenne... 73 % des Italiens, 59 % des Français et 58 % des Espagnols déclarent ainsi que leur pays doit aider financièrement la Grèce. Ce n'est le cas que de 20 % des Britanniques qui ne partagent pas la même monnaie et de 41 % des Allemands, qui, on l'a vu, redoutent moins l'effet domino, et estiment que leur pays qui a fait beaucoup d'efforts en matière de finances publiques et d'adaptation de son modèle social à la mondialisation n'a pas à « payer pour les errements de la Grèce. Notons cependant que cette posture assez individualiste de l'opinion publique allemande a perdu du terrain, notamment sous l'effet des prises de position du gouvernement d'Angela Merkel. 76 % des Allemands étaient opposés à une aide financière à la Grèce en mars 2010 contre 59 % en juin dernier (soit un recul de 27 points). En France et en Italie où la disposition à aider la Grèce était déjà majoritaire, cette opinion s'est également renforcée (+ 6 points dans les deux pays) quand elle restait assez stable en Grande-Bretagne et en Espagne.

Cette grave crise que traverse la zone euro ne remet pas, pour l'instant (?), en cause l'adhésion populaire à l'euro, même si la tentation d'un retour à la monnaie nationale taraude une partie des opinions publiques. C'est en Allemagne qu'elle est la plus vive, 40 % des Allemands souhaitant un abandon de l'euro et un retour au mark. Cette proportion atteint 34 % en Espagne et 31 % en Italie. En France, le retour au franc serait soutenu par 29 % de la population, un chiffre certes assez élevé mais en recul, cette proportion étant de 38 % en mai 2010 et de 35 % en novembre dernier. Dans le détail, on s'aperçoit que la volonté d'abandonner l'euro émane d'abord des milieux populaires : 56 %



des ouvriers français et 44 % en Allemagne, mais aussi des femmes (7 points d'écart entre hommes et femmes en France, 9 points en Allemagne et...21 points en Italie), soient les catégories les plus sensibles à la dégradation du pouvoir d'achat et à la hausse des prix des produits du quotidien engendrée par le passage à l'euro.

Si les tensions sur la monnaie commune et les craintes d'un effet domino au sein de la zone euro existent donc aujourd'hui, les opinions publiques européennes n'ont pas pour autant basculé dans un rejet de l'Union Européenne. 74 % des Espagnols et 72 % des Italiens, nations actuellement les plus fragilisées, estiment ainsi que l'appartenance à l'UE est plutôt une bonne chose pour leur pays. Ce constat est partagé par 61 % des Français et 65 % des Allemands. Seuls les Britanniques viennent rompre ce consensus et manifestent de nouveau leur euro-scepticisme en déclarant à 60 % que l'appartenance à l'UE est plutôt une mauvaise chose pour leur pays...

Jérôme Fourquet

Directeur adjoint du département opinion de l'Ifop

Juillet 2011